



Marché « Assurances IARD »
REGLEMENT DE CONSULTATION
Document commun à tous les lots

Marché en M A P A
Etabli en application du Code de la Commande Publique
Articles L 2123 et R 2123-1 à R 2123-7

Date et heure limite de remise des offres : 09/09/2022 à 12h00

Prise d'effet :	1^{er} janvier 2023
Durée maximale du marché :	4 ans
Porteur de risque :
Intermédiation :

(A LIRE ATTENTIVEMENT)

TITRE I - REGLEMENT DE CONSULTATION *

(A LIRE ATTENTIVEMENT)

Le présent règlement de consultation précise et complète l'annonce du journal d'annonces légales BOAMP et des sites <https://demat-ampa.fr> Vous êtes consultés au titre de l'opération citée en page 1. **Merci de respecter les indications ci-dessous.**

PRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR :

1- NOM DE LA COLLECTIVITE :
COMMUNE DE CARIGNAN DE BORDEAUX
24 RUE DE VERDUN
33360 CARIGNAN DE BORDEAUX
Téléphone : 05 56 21 21 62
Email : dgs@carignandebdx.fr

La Commune intervient tant pour son compte, que pour CCAS, CE et autres

2- REPRESENTANT LEGAL : MONSIEUR LE MAIRE

3 - INTITULE DU MARCHE : Marché d'assurances IARD et Risque Statutaire

4 - DEVOLUTION : MODE DE DEVOLUTION : le présent marché est composé des lots suivants :
Lot 1 - Dommages aux biens et Risques Annexes - Nomenclature interne : 616-1
Lot 2 – Assurance des responsabilités et défense recours - Dommages causés à autrui & individuelle accident - Nomenclature interne : 616-2
Lot 3 – Flotte automobile et accessoires – Nomenclature interne : 616-3
Lot 4 – Protection juridique et défense pénale – Nomenclature interne : 616-7
Lot 5 – Protection Fonctionnelle – Nomenclature interne : 616-7

Le candidat peut remettre une offre pour un ou plusieurs lots.

5 - PROCEDURE DE PASSATION : Selon les articles L.2123 et articles R.2123-1 à R 2123-7 du Code de la Commande Publique

6 - LIEU D'EXECUTION

Adresse : 24 Avenue de VERDUN 33360 CARIGNAN DE BORDEAUX

7 - DATES EXTREMES DES CONTRATS

- du 01 Janvier 2023 au 31 décembre 2026
- Résiliation : se reporter au CCAP

8 -VARIANTES ET OPTIONS :

Sont acceptées exclusivement suivant conditions indiquées au CCTP, ou articles 12 (il s'agit de la coassurance) et 20 (concerne les offres) ci-après.

Définitions au titre de la présente consultation :

Variantes : propositions différentes à l'initiative du candidat, ACCEPTEES

Options : se reporter au CCTP.

NB) Toutes les modifications du DCE survenues entre sa mise à disposition sur la plateforme de téléchargement et la date limite de remise des offres ont une portée contractuelle et s'imposent aux opérateurs économiques.

9 - CONDITIONS PARTICULIERES :

Le Courtier, l'Agent, la Compagnie d'Assurances sont obligatoirement inscrits à l'ORIAS et agréés par l'ACPR, pour les risques énoncés dans les DCE (RC/DAB/AUTO/PJ/PF/RS)

10 – REMISE DES DOCUMENTS

Le Dossier de Consultation est à télécharger gratuitement sur site : sites <https://demat-ampa.fr>

11 – FINANCEMENT : Autofinancement par année et payable d'avance (voir CCAP)

12 – COASSURANCE

Une offre ne couvrant pas 100% du marché ne peut être présentée qu'en variante.

Une offre unique ne couvrant pas 100% du marché sera considérée non conforme.

Dans l'hypothèse d'une offre faisant appel à de la coassurance, cette dernière se traduisant comme un groupement de cotraitance sans solidarité, chaque porteur de risque accepte intégralement le règlement de consultation. Les engagements respectifs de l'apériteur et de chaque coassureur devront être clairement indiqués sur l'Acte d'Engagement.

13 - JUSTIFICATIONS A PRODUIRE QUANT AUX QUALITES ET CAPACITES DU CANDIDAT :

** rappel : Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai imparti au Pouvoir Adjudicateur les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents. **Au titre de la présente consultation, le délai imparti par le Pouvoir Adjudicateur est fixé à 15 jours francs à compter de l'expédition par le Pouvoir Adjudicateur d'une lettre d'intention.***

- les candidats produisent une note qui présente la société, la qualité du candidat, les certificats d'agréments en cours de validité de la branche objet du marché, l'habilitation à engager donnée au signataire de la candidature et des offres, les moyens en personnel et matériel, les références, toutes informations que le candidat juge utile de produire permettant d'apprécier ses capacités professionnelles,

- **si le candidat porteur de risque fait appel à l'intermédiation :**

✂ *Pour les agents généraux d'assurance :* une attestation de la compagnie valant mandat et une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité.

✂ *Pour les courtiers dûment mandatés :* une copie du mandat pour agir au nom et pour le compte de la compagnie qu'il présente et une attestation d'assurance d'une garantie financière et responsabilité civile professionnelle en cours de validité conformément aux articles L.530-1 & L.530-2 du Code des Assurances.

LE COURTIER S'INTERDIT LE BLOCAGE DU MARCHE.

✂ *Pour les agents généraux d'assurance et courtiers dûment mandatés, le N° ORIAS doit être indiqué à l'acte d'engagement*

a -Lettre de candidature précisant les éventuels co traitants (DC 1) disponible à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1>

b - Renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat (DC2) disponible à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc2>

Ces renseignements devront préciser :

- Le chiffre d'affaires des 3 dernières années ;
- Les moyens techniques et humains ;
- La qualification du candidat et éventuellement les certifications obtenues.

La preuve de la capacité du candidat pourra être apportée par tout moyen, notamment des certificats d'identité professionnelle et des références de prestations attestant la compétence du candidat dans le domaine souhaité (pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, la preuve de leur

capacité professionnelle, technique et financière peut être apportée par tout moyen, la structure candidate pouvant se prévaloir des références détenues en propre par ses personnels)

14 – PROFESSION : Les candidats au présent marché ne peuvent être que des assureurs exclusivement porteurs de risques. Le signataire de la candidature et de l'acte d'engagement est dûment habilité par le porteur de risque.

15 – NOMBRE DE CANDIDATS : Non limité

16 - CRITERE DE REJET

Le non-respect des articles 12, 13 et/ou 20-2 du présent règlement de consultation est un motif de rejet de l'offre.

17 – CRITERES D'ATTRIBUTION DU MARCHE

- Les critères pris en compte pour le jugement des offres sont les suivants, classés par ordre d'importance décroissant : Nature et étendue des garanties et des franchises au regard du CCTP (60%),
- Conditions tarifaires (30%)
- Gestion et suivi des dossiers et des sinistres (10%)

Réponses obligatoires

Moyens de gestion :

Présence sur le territoire national d'un service de gestion des sinistres du porteur de risque ☐ oui – ☐ non

Délais de réponse aux questions envoyées Jours maximums

Gestion du contrat :

Gestion dématérialisée :

☐ oui – ☐ non

Accessibilité de l'outil informatique

☐ oui – ☐ non

Contenu/possibilité de l'outil informatique pour la gestion des contrats

☐ oui – ☐ non

Gestion des sinistres :

Gestion dématérialisée des déclarations de sinistre :

☐ oui – ☐ non

Gestion et suivi dématérialisé des sinistres (transmission de pièces et informations) :

☐ oui – ☐ non

Information par mail de règlement des dossiers sinistres :

☐ oui – ☐ non

Information par mail de clôture des dossiers sinistres :

☐ oui – ☐ non

Le pouvoir adjudicateur pourra en toute hypothèse décider d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation, de même que le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats, comme l'autorise le Code de la Commande Publique.

A l'aide d'une échelle de valeur préalablement établie et présentée à chaque candidat lors des échanges indiqués ci-avant, chaque offre fait l'objet d'une attribution de points qui est le résultat :

- d'une évaluation qualitative au regard du dossier de consultation,
- du critère de pondération indiqué ci-dessus.

Le Pouvoir Adjudicateur après analyse, attribue le marché à l'offre économiquement la plus avantageuse qui est celle ayant obtenu le plus de points.

18 – ECHANTILLON : Sans objet.

19 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

- Le règlement de consultation, CCAP, CCTP,
- Acte d'Engagement, Annexes, Patrimoine, Antécédents.

20 – REMISE DES OFFRES

20-1- Afin de permettre une analyse rapide, le candidat devra remettre son offre par voie électronique via les plateformes sites <https://demat-ampa.fr> au plus tard le « 09/09/2022 à 12h00 »

Transmission des réponses par voie électronique :
Formats

Pour les documents exigés par le Pouvoir Adjudicateur, les formats autorisés en réponse sont : PDF

Si l'opérateur économique souhaite transmettre des documents supplémentaires autres que ceux exigés par le Pouvoir Adjudicateur alors il lui appartient de transmettre ces documents dans des formats réputés « largement disponibles » (ex. : Word 97-2003, PowerPoint 97-2003, RTF, DWG, JPG, AVI ...).

Virus

Il est ici rappelé, qu'il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus.

Signature

Les documents devant être signés doivent, s'ils sont remis sous forme électronique, être signés à l'aide d'un certificat de signature électronique dans des conditions conformes à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique des marchés publics.

Les documents devant être obligatoirement signés sont notamment la Lettre de candidature ou le DUME et l'Acte d'engagement

Catégories de certificats admises

Les Opérateurs Économiques peuvent indifféremment utiliser un certificat appartenant :

1. à l'une des catégories de certificats constitutifs d'un produit de sécurité, référencé RGS, mentionné à l'article 12 de l'ordonnance du 8 décembre 2005 susvisée et figurant sur la liste prévue à l'article 8 de l'arrêté du 18 janvier 2012 susvisé ou
2. à l'une des catégories de certificats délivrées par une autorité de certification figurant sur la liste de confiance d'un État-membre, telle qu'établie, transmise et mise à la disposition du public par voie électronique par la Commission européenne conformément à l'article 2 de la décision 2009/767/CE du 16 octobre 2009 susvisée ou
3. à l'une des catégories de certificats délivrées par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répondent à des normes équivalentes à celles du référentiel général de sécurité, défini par le décret du 2 février 2010 susvisé. En cas d'usage d'un certificat appartenant à une catégorie de certificats mentionnée au présent point 3 le signataire doit obligatoirement transmettre, avec le document signé, l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

En cas d'utilisation d'un certificat issu d'une catégorie de certificats constitutifs d'un produit de sécurité, référencé RGS (cas 1 et 2 ci-dessus) ou équivalent (cas 3 ci-dessus), alors le niveau minimum de sécurité exigé par le Pouvoir Adjudicateur est le niveau RGS**.

Formats autorisés pour l'apposition de signature électronique

Les seuls formats autorisés pour l'apposition des signatures électroniques sur les documents devant être signés sont :

- le format PAdES (utilisable uniquement pour les fichiers au format PDF),
- le format CAdES (que la signature soit attachée ou séparée),
- le format XAdES (que la signature soit attachée ou séparée).

Logiciels d'apposition de la signature électronique

Pour apposer sa signature, le signataire utilise l'outil de signature de son choix.

Vérification de la signature électronique

Si le signataire utilise un outil de signature autre que ceux disponibles sur le Profil d'Acheteur alors le signataire précise dans un document de présentation de sa réponse (i.e. : un sommaire par exemple) le format de signature utilisé, le nom de l'outil de signature utilisé et indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément aux attendus de l'article 5 de l'arrêté du 15 juin 2012.

Structure de l'enveloppe électronique et fichiers à insérer

Il est conseillé de numéroter les fichiers par ordre logique de présentation et en utilisant systématiquement deux chiffres

(ex. : 01, 02, 03 ...). Les fichiers sont à insérer dans la structure d'enveloppe telle que prévue par le Pouvoir Adjudicateur.

Copie de sauvegarde

Il est ici rappelé, que les soumissionnaires conservent la possibilité de transmettre, en parallèle à leur réponse envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde sous forme papier ou sur support électronique (CD, DVD ...).

Cette copie, pour être éventuellement valablement utilisée, doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

L'enveloppe d'envoi doit comporter la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE ».

L'envoi d'une copie de sauvegarde n'est pas une obligation, c'est un droit du soumissionnaire qui peut décider ou non de l'exercer.

20-2 - Chaque candidat devra retourner le Dossier de Consultation complet après avoir apposé ses paraphes et cachet sur tous les documents indiqués en 19 ci avant (possibilité de fournir une attestation prouvant la lecture de l'ensemble des documents).

20-3 - Pour la cotation, l'acte d'engagement doit être impérativement complété & signé.

Si le candidat utilise la possibilité qui lui est offerte en proposant des variantes, il devra utiliser autant d'exemplaires de ce document que d'offres.

21 – OFFRES ANORMALEMENT BASSES

- Code de la Commande Publique : articles R2152-3 à R 2152-5

Application des articles R2152-3 à R 2152-5 à l'initiative du Pouvoir Adjudicateur.

22 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

22-1 - REDACTION DES OFFRES

Les offres doivent être rédigées en français.

22-2 - FINALISATION DU CONTRAT

Tous les documents y compris les variantes et/ou observations éventuelles forment après notification un contrat à caractère synallagmatique. **De ce fait il n'y aura pas d'autre document après notification** ; s'il souhaite intégrer tel ou tel document, le candidat doit donc impérativement le joindre à l'acte d'engagement.

L'attributaire ne pourra donc exiger la signature d'une police, cependant il pourra communiquer à la collectivité et s'il le souhaite, ses références administratives.

22-3 - NOTIFICATION

L'offre retenue devient contrat suite à la signature de l'acte d'engagement par le représentant légal de la collectivité. Le contrat n'emporte d'effet que par sa notification (article R2182-4 du Code de la Commande Publique). La notification indique sa propre date d'effet, soit le 01/01/2023.

Le candidat devient alors titulaire du lot.

La notification du marché étant le dernier acte de la procédure, la note de couverture (article L.112-2 du Code des Assurances) n'est pas acceptée.

22-4 Délai de validité des offres

180 jours à compter de la date limite de la remise des offres.

22-5 - RECOURS

Organe auprès duquel des recours peuvent être obtenus :

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction d'un recours :

Tribunal Administratif de BORDEAUX

9 Rue TASTET

33 000 BORDEAUX-

Téléphone standard : 05 56 99 38 00

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : Délai de recours : cette consultation peut faire l'objet d'un référé avant la conclusion du contrat, dans les conditions définies à l'article L 551-1 du code de justice administrative. Un recours pour excès de pouvoir peut être formé à l'encontre des décisions faisant grief, dans les deux mois de leur publication ou notification.

22-6 – RENSEIGNEMENTS

Les candidats pourront obtenir des renseignements d'ordre administratif auprès de :

Isabelle BOUTROS TONI

i.boutros-toni@carignandebordeaux.fr

05 56 21 05 81

Les candidats pourront obtenir des renseignements d'ordre technique auprès de :

Dominique BOISSERIE

Boisseriedominique33@gmail.com

06 08 24 63 30

- CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES « CCTP »

Entité juridique :

Identification SIRET: 21330099900017

MAIRE : Hôtel de ville
Adresse – Code Postal : 24 rue de Verdun
33360 CARIGNAN DE BORDEAUX
INTERLOCUTEUR : **I. BOUTROS-TONI**
Téléphone : 05.56.21.05.81. Télécopie : 05.56.68.32.32
E.Mail : i.boutros-toni@carignandebordeaux.fr

- Population : 4 186 habitants (Recensement 2022 –population municipale)

Nombre de personnes qui administrent la collectivité/Institution Publique : Mairie

1 Maire, 7 Adjoints, 6 Conseillers municipaux délégués, 13 conseillers municipaux

Distance en km du (domicile à la mairie) de l'Elu le plus éloigné 1,5 kms

- C.C.A.S (composition : 10 membres)

- C.C.A.S Budget : *voir document annexe*

- CCAS (gestion communale hors EPHAD)

☒ oui ☐ non

Service situé en mairie oui : Agents détachés (compris dans masse salariale : 0 Salarié, valeur en temps :4h /trimestre).

- Caisse des écoles

☒ oui ☐ non

- Conseil de sages :

☒ oui ☐ non

- Conseil de jeunes :

☐ oui ☒ non

- Conseil de quartier :

☐ oui ☒ non

- Comité d'entreprise/Amicale/COS

☐ oui ☒ non

- Commission Appel d'Offre et/ou des marchés

☒ oui ☐ non

Si Oui : Nombre : 4an ; Nombre d'Elus participant : 5 titulaires 5 suppléants

- Conseil municipal

☒ oui ☐ non

Si Oui : Nombre : 10 / an ; Nombre d'Elus participant : 27

- Commission sports, ou autres

☒ oui ☐ non

Si Oui : Nombre : 8 commissions, 10 réunions/an ; Nombre d'Elus participant : 8

Compte administratif (Année : 2021) :

dont section fonctionnement : R € ; D : € } voir documents annexes
dont section investissement : R € ; D : € }

Compte administratif budgets annexes consolidé 2021:

dont section fonctionnement : R 3 237 122,49. € ; D 2 517 736,16 €

dont section investissement : R 3 472 277,15 € ; D : 3 706 612,12 €

- Montant du budget général primitif (Année : 2021) :

dont section fonctionnement : €

dont section investissement : €

- Montant des budgets annexes primitifs 2021:

dont section fonctionnement : €

dont section investissement : €

- Agents : 44 (1) dont 40 Titulaires, dont 3 Régisseurs (*)

(1) Compris CCAS - (*) Activités concernées : photocopies, animations culturelles, médiathèque, bibliothèque.

- Nombre d'Agents participant à des formations 5 (en 2021 moyenne annuelle)

- **Masse salariale Brute 2021** (hors charges patronales compris CCAS ☒ oui ☐ non) : **840 475 €**
- dont Agents affiliés CNRACL : (compte 641 1) : 753 786 €
- dont Agents affiliés IRCANTEC & contrats aidés : (compte 641 3) : 86 689 €
- dont autres (auxiliaires de remplacement principalement)€
- temps complet pension civile état€
- **Charges patronales 2021:** €
- Dont Agents CNRACL : €
- Rapport Charges patronales/Masse salariale brut : 48,12 %
- Dont Agents IRCANTEC : €
- Rapport Charges patronales/Masse salariale brut : 4,82 %
- **La Collectivité appartient à un E P C I :** ☒ oui ☐ non
- Si Oui détail :
- **La Collectivité lui a délégué des compétences** ☒ oui ☐ non
- En matière : D'autorisation d'occupation des sols ? ☐ oui ☒ non
- D'élaboration de documents d'urbanisme ? ☐ oui ☒ non
- De création, aménagement, entretien de la voirie ? ☐ oui ☒ non
- **Villes ou communes classées :** (Station Verte/balnéaire/autres) ☐ oui ☒ non
- **Participation à SEM/SAEM:** ☐ oui ☒ non
- Si Oui détail :
- **Villes ou communes jumelées :** ☒ oui ☐ non
- Si Oui détail :
- **bâtiments couverts** (annexe jointe) +/- 11 232 M²
- **Réseau télécommunication** (fibre optique propriété collectivité) ☐ oui ☒ non
- **bâtiments culturels (voir annexe jointe)** ☒ oui ☐ non
- Si Oui détail : églises..... m² au sol , Chapellem² au sol)
- **retables** ☐ oui ☒ non
- Si Oui détail :
- **cimetière** ☒ oui ☐ non
- Si Oui détail : environ emplacements
- **crématorium** ☐ oui ☒ non
- Si Oui détail :
- **columbarium** +/-compartiments ☒ oui ☐ non
- Si Oui détail :
- **bâtiments classés ou inscrits** ☐ oui ☒ non
- Si Oui détail :
- **bâtiments mis à disposition gratuite** ☒ oui ☐ non
- Si Oui détail :
- **bâtiments transférés dans le cadre du L 1321& suivants du CGCT** ☒ oui ☐ non
- Si Oui détail : crèche
- **Musée** ☐ oui ☒ non
- Si Oui détail :
- **Réserve de combustible > à 1.500 l (chauffage, autres)** ☐ oui ☒ non
- Si Oui détail :
- **Distribution de carburants / stockage de liquides inflammables** ☐ oui ☒ non
(classés au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.)
- **Parc informatique, bureautique, téléphonique, station météo, etc. :** ☒ oui ☐ non
- Si oui composition : +/- 20 PC, +/- 1 serveur, +/- 0 station météo,
+/- 1 standard téléphonique, +/- 3 photocopieurs, +/- 0 Groupe froid/pompe à chaleur et autres...
- Valeur de l'ensemble du parc : +/- 30 000 €
- **Agence postale :** ☒ oui ☐ non
- Si oui date de la convention : novembre 2012.Nombre d'agents détachés :1
- **Police Municipale :** ☐ oui ☒ non
- **Fourrière Animal, Auto, Engins divers :** ☐ oui ☒ non

- **Ordures ménagères :** ☐ oui ☒ non
 Gestion (Syndicat mixte : SEMOCTOM St Léon) :
 valeur du parc des conteneurs : +/-.....€ (situation)
- **Usine d'Incinération de déchets ou de cadavres d'animaux :** ☐ oui ☒ non
- **Centres de stockage de déchets ultimes** ☐ oui ☒ non
 (anciennement dénommés décharges contrôlées ou centres d'enfouissement techniques de déchets),
- **Déchetterie :** ☐ oui ☒ non
- **Stations de transit ou centres de transfert de déchets** ☐ oui ☒ non
 (autres que les déchèteries aménagées pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par les usagers)
- **Assainissement (gestion du réseau) :** ☐ oui ☒ non
- **Unités de traitement de l'eau pour l'alimentation en eau potable** ☐ oui ☒ non
 (soumises à autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement)
- **Eaux usées (épuration, traitement) :** ☐ oui ☒ non
- **Station d'épuration d'eaux usées (STEP capacité < à 50 000 équival-habts)** ☒ oui ☐ non
- **Station d'épuration d'eaux usées (STEP capacité > à 50 000 équival-habts)** ☐ oui ☐ non
- **Epdandage de boues d'épuration provenant des stations d'épuration** ☐ oui ☒ non
 de la Collectivité ☐ oui ☐ non
 d'autres Collectivités ☐ oui ☐ non
- **Distribution d'eau (gestion communale)** ☐ oui ☒ non
 Si non qui a la gestion ? contrat d'affermage/dsp transfert au Syndicat Intercommunal d'Eau et d'Assainissement (SIEA) des
 Portes de l'Entre Deux Mers Les Portes de l'Entre deux Mers
- **Distribution de gaz :** ☐ oui ☒ non
 gestion :
- **Distribution d'électricité** ☐ oui ☒ non
 gestion :
- **Transformateur propriété communale** ☐ oui ☒ non
- **Parc éolien** ☐ oui ☒ non
 Si Oui détail :
- **Panneaux solaires :** ☐ oui ☒ non
 Si Oui : date de l'installation....., Qualification de l'installateur : ☐ Qualipv, ☐ Qualisol, ☐ Autre.....
 Superficie :m², Mode de fixation : ☐ Fixé, ☐ scellé, Contrat de maintenance : ☐ oui ☐ non
- **Cellules photovoltaïques :** ☒ oui ☐ non
 Si Oui : date de l'installation 2010, Qualification de l'installateur : ☒ Qualipv, ☐ Qualisol, ☐ Autre.....
 Superficie : 160.m², Mode de fixation : ☒ Fixé, ☐ scellé, Contrat de maintenance : ☐ oui ☒ non
- **Installations de chauffage par géothermie haute température** ☐ oui ☒ non
- **Télédistribution** ☐ oui ☒ non
 Si Oui détail :
- **Antennes/relais** ☒ oui ☐ non
 Si Oui détail :
- **Remontées mécaniques** ☐ oui ☒ non
 Si Oui gestion : contrat d'affermage/dsp/cdc/sem/saem : autres :
- **Voirie (gestion communale):** ☒ oui ☐ non
 Si oui : Longueur du réseau communal : (+/- : 28,52 kms)
- **Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers** ☐ oui ☒ non
- **Eaux pluviales : (gestion communale ?) :** ☐ oui ☒ non
 Si oui : Longueur du réseau communal : (+/- kms)
 Si non qui a la gestion ?
- **Eaux usées : (gestion communale ?):** ☐ oui ☒ non

Si oui : Longueur du réseau communal : (+/- kms)

Si non qui a la gestion ?

- Circulation (gestion communale) :

☒ oui ☐ non

- Feux de signalisation :

☐ oui ☒ non

Si Oui détail :

- Armoires techniques de signalisation :

☐ oui ☒ non

Si Oui détail :

- Régulation de feux tricolores

☐ oui ☒ non

- Eclairage public :

☒ oui ☐ non

- Mobilier urbain :

☒ oui ☐ non

- Elévateur et/ou ascenseur (extérieur) :

☐ oui ☒ non

- Plate-forme panoramique :

☐ oui ☒ non

- Panneau d'affichage lumineux :

☒ oui ☐ non

- Borne de tri, conteneurs :

☐ oui ☒ non

Si Oui détail :

- Borne de stationnement :

☐ oui ☒ non

Si Oui détail :

- Edifice rural (monuments, calvaires) :

☒ oui ☐ non

- Sonorisation extérieure :

☐ oui ☒ non

Si Oui détail :

- Vidéo extérieures :

☐ oui ☒ non

Si Oui détail :

- Château d'eau (réserves) appartient au Syndicat Intercommunal d'Eau et d'Assainissement (SIEA) des Portes de l'Entre Deux Mers ☒ oui ☐ non

Site : Sonney, hauteur : +/- 75.m, capacité : 600 m3

- Convention SDIS

☒ oui ☐ non

- La Collectivité est-elle classée centre de secours

☐ oui ☒ non

- Incendie et secours :

☒ oui ☐ non

Bouches, Poteaux = Entretien, contrôle maintenance, réparation :

- Restauration scolaire, péri- scolaire

☒ oui ☐ non

Si Oui détail : +/- 320.repas/jour – autres..... repas/jour

- Restauration autre / manifestations, fête et cérémonie

☐ oui ☒ non

Si Oui détail : repas/jour – autres repas/jour

- Congélateur : Le contenu appartient au prestataire de service qui fournit les denrées alimentaires ☒ oui ☐ non

Si Oui détail : nombre : 2 Valeur du contenu : +/- 500..... € / congélateurs

- Armoire froide : + 1 sas de décongélation

☒ oui ☐ non

Si Oui détail : nombre : 2 Volumem3 Valeur du contenu : +/- 500.....€ / armoire

- Chambre Froide :

☒ oui ☐ non

Si Oui détail : nombre : 2 Volumem3 Valeur du contenu : +/- ...500..... € / chambre

- Maison de retraite, Accueil de jour, Ehpad :

☒ oui ☐ non

Si oui : gestion : privée

- Crèches :

☐ oui ☒ non

- Halte-garderie (multi accueil) : transféré à la Communauté des communes

☒ oui ☐ non

Si oui : Capacité d'accueil : 20 enfants

- Garderie liée à l'activité scolaire :

☐ oui ☒ non

Si oui capacité d'accueil : +/- :

- Accueil périscolaire : (matin/soir)

☒ oui ☐ non

Si oui capacité d'accueil : +/- 130

- **Accueil de Loisirs** ☒ oui ☐ non
Si oui : Combien d'enfants sont-ils accueillis : (+/- 80 enfants/jour)
Hébergement : 0 (camps/mini camps organisés hors commune)

- **Local/Club ado** : jeunes / jour (hors vacances) ☐ oui ☒ non

- **EPN** (espace public numérique – médiathèque) : ☐ oui ☒ non

- **Visio accueil** : ☐ oui ☒ non

- **Soins infirmiers, maintien à domicile** : ☐ oui ☒ non

- **Soins médicaux** : ☐ oui ☒ non

- **Hôpitaux, Hospices** : ☐ oui ☒ non

- **Abattoirs (gestion communale ?)** : ☐ oui ☒ non

- **Serres ?** : ☒ oui ☐ non
Si oui détail : adresse : 1 allée des érables Jardin de la Bohème. Superficie :39 m² Type de construction en verre et métal

- **Activité agricole ou forestière** : ☐ oui ☒ non
Si Oui détail :

- **Taupier/Piégeur** : ☐ oui ☒ non

- **Hippodrome** (non exploitant) ☐ oui ☒ non

- **Aérodrome - Hélicoptère** : ☐ oui ☒ non

- **Ports de pêche, ports de commerce** ☐ oui ☒ non

- **Transports scolaires** : ☐ oui ☒ non
Détail/Gestion :
la commune est –elle l'organisatrice au second rang ? ☐ oui ☐ non

- **Transports liés à l'activité para scolaire** ☐ oui ☒ non
Si oui détail :
Qui fait le transport : un agent municipal

- **Transports autres** : ☐ oui ☒ non
Si oui, détail :
Qui fait le transport :

- **Ecoles Privées** : nombre : ☐ oui ☒ non

- **Ecoles de musique/ conservatoire** ☐ oui ☒ non

- **Piscine** : ☐ oui ☒ non
«Si OUI Nombre :, Gestion :
Nombre d'agents titulaire MNS :Masse salariale Brute Charges comprise : €

- **Etablissements de thermalisme et/ou de thalassothérapie** ☐ oui ☒ non

- **Bibliothèque** : ☒ oui ☐ non
Nombre d'agents titulaire : 2 (+ Bénévoles 6.)

- **Retenue d'eau** : ☐ oui ☒ non
Si oui : Nombre..... Volume +/-m3 Gestion :.....

- **Barrages et retenues d'eau d'une hauteur supérieure à 30 m** ☐ oui ☒ non
Si oui : Nombre..... Volume +/-m3 Gestion :.....

- **Régulation niveau d'eau** : ☐ oui ☒ non
Si oui : Nombre..... Volume +/-m3 Gestion :.....

- **Réservoirs, Vessies** : ☐ oui ☒ non
Si oui : Nombre.....Volume +/-m3 Gestion :.....

- **Bassins d'orages** : ☐ oui ☒ non
Si oui : Nombre.....Volume +/-m3 Gestion :.....
Hauteur d'eau pouvant être libéré brusquement :m/sec

- **Marais** : ha ☐ oui ☒ non

- **Puits artésiens** ☐ oui ☒ non
Si Oui détail : profondeur : (Alimentation en eau potable ou autre)

- **Etangs / Plan d'eau** : ☐ oui ☒ non

Si oui : Nombre.....Volume +/-m3 Gestion

Hauteur d'eau pouvant être libéré brusquement :

- Port de plaisance, cale, ponton : ☐ oui ☒ non

Si Oui détail :

- Aire d'accueil des gens du voyage ☐ oui ☒ non

- Campings privés : (+/- campings privés) ☐ oui ☒ non

- Camping, caravaning municipal : +/- pl. ☐ oui ☒ non

- Aire de camping, caravaning : ☐ oui ☒ non

- Aire de stationnement de camping-car : +/- pl. ☐ oui ☒ non

- Baignade/Plage aménagée : ☐ oui ☒ non

Si oui : Détailsites ; Gestion :.....

- Colonies de vacances ☐ oui ☒ non

Si oui détail :

- Cérémonies, Fêtes (traditionnelles, journées du patrimoine, autres ...) : ☒ oui ☐ non

Si oui détail :.....Budget : 1000.€

- Cérémonies, Fêtes: (sous contrat) ☐ oui ☒ non

- Œuvres d'arts propriétés de la collectivité de valeur > à 10.000 € ☐ oui ☒ non

(Nombre :référence Classé Monument Historique ?)

- Organisation d'expositions ☒ oui ☐ non

Si oui : Détail : photos amateur.)

- Œuvres d'arts de valeur < à 10.000 € confiés pour Expo ☐ oui ☒ non

(Nombre d'expo: +/- /an ; durée : +/-semaines ; Valeur global des œuvres exposées+/- :€)

- Organisation de salon commercial, foire ☐ oui ☒ non

Si oui : Détail Gestion

- Feu d'artifice (organisateur commune) : ☐ oui ☒ non

(valeur : +/-.....€)

- Feu d'artifice (délégation ou prestataire hors commune) : ☒ oui ☐ non

Détail :(valeur : +/- 5000€)

- Animations communales: ☒ oui ☐ non

Budget Culture 2021 : 32 750.€ dont 1 000 € de fêtes et cérémonies

- Organisation de spectacles ☒ oui ☐ non

Si oui : Détail : Concerts et pièces de théâtre 5 à 10 / an

- La collectivité a-t-elle une licence organisateur de spectacle? ☐ oui ☒ non

Si oui qui en est détenteur ? :

- Subventions communales: ☒ oui ☐ non

Budget 2013 : € - Budget prévisionnel 2021 : 32 000 €

- Salle de spectacles : ☐ oui ☐ non

Si oui nombre /adresse :..... Nbre de places :

- Utilisation et/ou location de chapiteau : ☐ oui ☒ non

Si oui détail : tente environ m2

- Bois, Forêts : +/- ha (dont +/- ha propriété communale) ☐ oui ☒ non

- Convention ONF : ☐ oui ☒ non

- Etablissements Sportifs avec tribunes : ☐ oui ☒ non

Si oui - Nbre de places : +/-pl – adresse.....

- Etablissement Sportif sans tribunes : ☒ oui ☐ non

Si oui : Détail :

- Patinoire : ☐ oui ☒ non

- La collectivité a-t-elle fait recenser ces établissements par la DDJS ☐ oui ☒ non

- Tribunes mobiles appartenant et utilisées par la collectivité : ☐ oui ☒ non

Si oui : Nombre de places assises :

- Tribunes mobiles appartenant et utilisées par des tiers : ☐ oui ☒ non
Si oui qui fait le montage ? :

- Centre de loisirs en partenariat Associatif : ☒ oui ☐ non

- Organisation de sorties/camps : ☐ oui ☒ non
Si oui : détail / Nbre de jours/an : 0 jours Nombre d'enfants/semaine : 0)

- Maison des jeunes/Foyer de jeunes : ☐ oui ☒ non

- Urbanisme, POS, PLU approuvé le : 27 mars 2021 ☒ oui ☐ non

- Loi littorale ☐ oui ☒ non

- Marché : /semaine /mois ☐ oui ☒ non
Si oui : Détail :

- Foires : ☐ oui ☒ non
Si oui : Détail :

- Ateliers relais & Immeuble de rapport : ☐ oui ☒ non
Si oui : Détail :

- Ateliers relais : (convention crédit-bail par financement communal) ☐ oui ☒ non
Si oui nombre/adresse :

- Abris Bus : ☒ oui ☐ non
Si oui nombre/adresse : Type de construction :
Qui a la charge d'assurance ? :

- Gîtes Ruraux : ☐ oui ☒ non
Si oui nombre/adresse :

- Station de traitement des ordures ménagères : ☐ oui ☒ non
Si oui : nombre

- Station de conteneurs sélectifs enterrés : ☐ oui ☒ non
Si oui : nombre

- Stations de relèvement/ refoulement : ☒ oui ☐ non
Si oui : nombre 1 poste Devèze

- Postes de relèvement : ☐ oui ☒ non
Si oui : nombre

- Ouvrages d'art, de génie civil : ☐ oui ☒ non
Si oui nombre/adresse : ponts/ passerelles ☐ oui ☐ non
Ouvrages hydrauliques : ☐ oui ☐ non

- Embranchement ferroviaire : ☐ oui ☒ non

- Passage à niveau non gardé sur la commune : ☐ oui ☒ non

- Coffre-fort, armoires fortes : ☒ oui ☐ non
Si oui détail/Nombre : 1 lieu : ...divers. Est-il scellé ? ☒ oui ☐ non Poids : +/- 200. kg

- Zone classée PPI (inondation) : ☒ oui ☐ non
Si Oui détail :

- Zone classée PPRI (Risques Industriels): ☐ oui ☒ non
Si Oui détail :

- Zone classée PPRN (Risques Naturels): ☐ oui ☒ non

- La collectivité a fait l'objet de décret cat nat (au cours des 4 dernières années) ? ☒ oui ☐ non
A-t-elle été sinistrée ? voir antécédents juillet 2018
Si Oui (voir antécédents)

- Dispositifs de sécurité ☒ oui ☐ non
Si oui détail lieu : voir ci-dessous

- Rideaux métalliques : ☒ oui ☐ non (si oui détail : entrée mairie)

- Portes Blindées : ☐ oui ☒ non (si oui détail :)

- Vitrages Sécurité : ☒ oui ☐ non (si oui détail : entrée mairie)

- Alarme : ☒ oui ☐ non (si oui détail : agence postale communale)

- Télésurveillance : ☐ oui ☒ non (si oui détail :)

- Vidéo surveillance : ☐ oui ☒ non (si oui détail :)

- Société de gardiennage : ☒ oui ☐ non (si oui détail :)

- Autres dispositifs : ☐ oui ☒ non (si oui détail :)

- sur Engins spéciaux : ☐ oui ☒ non (si oui détail :)

- **Parc automobile** (véhicule à moteur, remorques, VSP, engins ou autres) :

Certains véhicules sont-ils aménagés ou transformés ? ☒ oui ☐ non

Certains véhicules sont-ils utilisés comme outils ? ☐ oui ☒ non

Certains véhicules sont-ils équipés d'accessoires ou outils ? ☐ oui ☒ non

- **Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules à moteur**, (>à 5000 m²) ☐ oui ☒ non

- **Parc cyclo** (véhicule sans moteur, assistance ou à moteur électrique) : ☐ oui ☒ non Si

oui détail lieu :

- **Piste d'éducation routière** (engins à moteur) : ☐ oui ☒ non

- **Conduite accompagnée** : ☐ oui ☒ non

- **Enseignement de la conduite automobile** : ☐ oui ☒ non

- **Parc navigation** (voile, moteur, jet ski, motos...engins autres) : ☐ oui ☒ non

Si oui détail :

- **Sponsoring** : ☐ oui ☒ non

Si oui détail :

- **La collectivité effectue-t-elle de la location diverse ?** (À des tiers) ☐ oui ☒ non

Si oui détail :

- **Notion de prévention** : ☒ oui ☐ non

- Document unique : en cours ☒ oui ☐ non

- Mission d'accompagnement : A.C.M.O. ☒ oui ☐ non

- **La collectivité loue du matériel et/ou engins divers?** (Pour ses besoins) ☐ oui ☒ non

Si oui détail : Si oui détail : Budget :€

- **La collectivité effectue des Activités d'études, de travaux et/ou de maîtrise d'œuvre**

Pour elle : ☒ oui ☐ non

Pour le compte de tiers : ☐ oui ☒ non

Si oui détail :

- **La collectivité effectue des travaux de construction/rénovation** ☒ oui ☐ non

Pour elle : ☒ oui ☐ non

Si oui budget 2021 :€

Compte : Fonctionnement: € compte investissement : €

Pour le compte de tiers : ☐ oui ☒ non

Si oui détail :

- **Elus & Agents utilisent-ils leur propre véhicule (*)** ☒ oui ☐ non

(*) Pour les besoins de la collectivité

Si oui : Km/an : +/- 5000 Kms

- **Contrat de DSP / affermage** : ☐ oui ☒ non

Si oui détail :

- **Conventions autres que SDIS & ONF** : ☒ oui ☐ non

Si oui détail :

- **Renonciation à recours** : ☐ oui ☒ non

Hors Registre du Commerce ou Registre des Métiers

INFORMATIONS DIVERSES AUTRES :

- **Postes dits de « FONCTION » : le DGS** ☒ oui ☐ non

Si oui détail :

- **Notion de prévoyance** : ☒ oui ☐ non

- Une convention sur la base du Décret n° 2011-1474 a-t-elle été mise en place : ☒ oui ☐ non

Si oui :

Santé ☐ oui ☐ non Si oui détail :

Prévoyance ☒ oui ☐ non Si oui détail :

- Une convention hors la base du Décret n° 2011-1474 est-elle en place : ☐ oui ☐ non

Si oui :

Santé ☐ oui ☐ non Si oui détail :

Prévoyance ☒ oui ☐ non Si oui détail : contrats labellisés individuels IRCANTEC

Assureur tenant du RISQUE :	IARD = AXA Agence de Léognan (33850) M. VINCELOT
Garanties souscrites :	RC+DAB+FLOTTE+PJ...
Franchise	:Diverses

.....

OBJET de la renégociation : Renouvellement Appel d'Offre

FRANCHISE pour la RC de la Commune : 298 €
Pour la protection juridique : 596 €

FRANCHISE sur les véhicules municipaux :

- Sur les engins :
 - en incendie 200 €
 - RC : 500 €
- Sur le tracto pelle et le Renault Master :
 - en incendie 350 €
 - RC : 500 €
 - Vol : 350 €
- Sur les autres véhicules :
 - en incendie 200 €
 - RC : 500 €
 - Vol : 200 €

FRANCHISE sur les véhicules des agents et des élus :

- Tous accident 200 €
- RC : 500 €

- Vol : 200 €

FRANCHISE sur les véhicules des agents et des élus :

- Tous accident 200 €
- RC : 500 €